



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2016

Publication : 04/04/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Le 29 mars 2016

Rapport n° 32

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	7
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **1^{er} avril 2016**.

L'an deux mille seize, le **29 mars** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **21 mars 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Olivier **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Sophie **CAPELLE**, Valérie **LEDoux**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Pascal **DUMESNIL**, Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** (pouvoir à Dominique **THINNES**), Jean-Pierre **QUEMION** (Pouvoir à Nicole **LANGLOIS**), Philippe **KWIATKOWSKI** (Pouvoir à Laurent **GILLE**), Marie-Paule **DESHAYES** (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Fabienne **MALANDAIN** (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**), Martine **LESAUVAGE** (Pouvoir à Nordine **HASSINI**), Nada **ASOUNI** (Pouvoir à Pascal **DUMESNIL**).

Désignation du Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 29 mars 2016

RAPPORT N°32

JEUNESSE : Convention d'objectifs et de financement entre la ville de Montivilliers et l'Association Familiale du Grand Air (AFGA) pour l'année 2016 (2.2)

RAPPORTEUR - Monsieur Alexandre MORA, Conseiller Municipal Délégué en charge de la Jeunesse

Les relations entre la Ville et l'Association Familiale du Grand Air sont définies dans le cadre d'une convention annuelle.

Les actions concernées par la convention sont :

- L'accueil de loisirs de la Maison de l'Enfance et de la Famille ;
- Les accueils périscolaires des écoles Victor Hugo et Pont Callouard.

La subvention de fonctionnement proposée est de 59 500€, à l'identique des années précédentes. Cette proposition a recueilli un avis favorable de la commission Affaires Scolaires en date du 24 novembre 2015.

La Municipalité tient à manifester son soutien à l'AFGA en reconduisant au même niveau l'aide de la Ville, malgré la baisse continue de la dotation de la CAF reçue par la commune au titre des actions de l'AFGA dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (12 075€ de moins entre l'année 2009 et l'année 2015). En plus de l'aide financière directe, il convient de préciser que la valorisation des locaux de la MEF mis à disposition de l'association est estimée à 109 448€€ (fluides compris) pour l'année 2016.

Je vous demande donc de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'Association Familiale du Grand Air pour l'année 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire



CONVENTION d'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET L'ASSOCIATION FAMILIALE DU GRAND AIR (AFGA) ANNEE 2016

Entre

La commune de Montivilliers représentée par son maire **Monsieur Daniel Fidelin**,
Ci-après dénommée « La Ville »

Et **l'Association Familiale du Grand Air**, dont le siège social est 3 rue des Grainetiers 76290 Montivilliers,
représentée par sa Présidente **Madame Marie-Elisabeth Cressen**,
Ci-après dénommée « AFGA »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Préambule

Pour faciliter l'accès des jeunes Montivillons et Montivillonnes à l'éducation, la culture et la citoyenneté, répondre aux besoins de solidarité et contribuer à réduire les inégalités sociales, la Ville met en œuvre des actions en collaboration avec les acteurs présents sur le territoire de la commune.

Article 2 :

Les actions concernées au titre de la présente convention sont :

Un accueil collectif à caractère éducatif de mineurs (ACCEM)

Un accueil périscolaire à l'école élémentaire Victor Hugo

Un accueil périscolaire à l'école maternelle Pont Callouard

Les actions seront menées selon le projet éducatif de l'AFGA, tel que défini par l'association.

L'AFGA s'engage :

A respecter l'ensemble de la législation et de la réglementation en vigueur dans le secteur d'activité concerné.

A rendre compte à la ville de Montivilliers du fonctionnement des activités entrant dans le champ de la présente convention, au niveau qualitatif, quantitatif et financier.

Pour permettre à l'association de mener ses actions, la Ville fournit à l'association des locaux et moyens financiers, selon les modalités définies ci-dessous.

Article 3 : Maison de l'Enfance et de la Famille

La Ville met à disposition de l'AFGA dans les locaux de la M.E.F. 1-3 rue des Grainetiers une surface totale de 1217,9 m².

10% de cette surface est à usage de siège social et de bureau, le reste d'accueil collectif à caractère éducatif de mineurs (ACCEM).

Ces locaux sont mis à la disposition permanente de l'association (pour la durée de la convention), à l'exception de la salle de restauration et de ses locaux annexes, qui sont réservés à l'AFGA uniquement pendant la période de fonctionnement de l'ACCEM (mercredis et vacances scolaires).

L'AFGA assure le ménage des locaux mis à sa disposition, à l'exception de la salle de restaurant où le nettoyage sera effectué par la Ville qui assure la fourniture des repas pendant le temps de fonctionnement de l'ACCEM. Les repas seront facturés au tarif A1.

L'entretien des espaces verts est à la charge de la Ville, ainsi que le nettoyage des surfaces vitrées inaccessibles.

Les frais de maintenance des bâtiments sont à la charge de la Ville, ainsi que le coût des consommations de fluides (eau, électricité, chauffage) et des abonnements et contrats afférents.

La valorisation des locaux mis à disposition de l'AFGA par la Ville est estimée à 109 448€ (fluides compris) pour l'année 2016.

Article 4 : Autres locaux

Pendant la période scolaire, la Ville met à disposition les locaux des écoles Victor Hugo et Pont Callouard pour y accueillir les enfants dans le cadre du pré et du post-scolaire.

Pendant les périodes de vacances scolaires, pour le fonctionnement de l'ACCEM, la Ville peut mettre à disposition de l'AFGA pour y accueillir les enfants:

Les locaux de l'école Victor Hugo (cour, préau, réfectoire, salle des maîtres, salles de classes)

Des sites municipaux (stade, espaces publics)

Ces lieux sont mis à disposition à titre ponctuel, et devront faire l'objet d'une demande justifiée auprès de la Ville.

Les frais d'eau, d'électricité et de chauffage seront à la charge de la Ville pour les périodes d'utilisation.

Article 5 :

Les risques encourus par l'AFGA du fait de son activité et de l'utilisation de l'ensemble des locaux mis à disposition seront convenablement assurés par l'association, qui fournira à la Ville les attestations.

Toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'association.

Les locaux ne pourront être prêtés, sous-loués ou utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention, sauf accord écrit préalable de la Ville.

Article 6 :

L'ensemble des prestations définies ci-dessus fera annuellement l'objet d'une valorisation établie par la Ville, que l'AFGA s'engage à communiquer dans le cadre de ses documents de bilan.

Article 7 : Moyens financiers

Pour l'année 2016, la Ville versera à l'association :

Une subvention de fonctionnement d'un montant de 51 500€.

Une subvention de 8000€ correspondant au surcoût des frais de ménage supportés par l'association en raison du transfert à la Maison de l'Enfance et de la Famille et de l'augmentation des surfaces mises à la disposition de l'association.

Soit un total de : 59 500€.

L'association s'engage à fournir à la Ville un bilan annuel quantitatif et qualitatif de l'ensemble des activités décrites dans le cadre de la convention.

Article 8 :

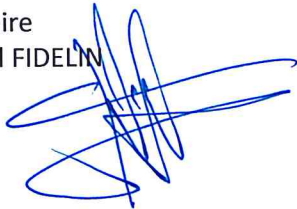
En fin d'année, une réunion de concertation entre l'association et les services municipaux concernés permettra d'évaluer les conditions de fonctionnement de la convention et de préparer la convention de l'année suivante.

Article 9 :

La présente convention est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant en cas de nécessité. Elle peut être résiliée de plein droit en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité de l'association. Elle peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de six mois.

Fait à Montivilliers, le

Pour la ville de Montivilliers
Le Maire
Daniel FIDELIN



pour l'association
la Présidente